L'Oreille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau, 75 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 23 JUIN 1888.

PETITES ANNONCES.

A. B. Philips, notaire, 5 Comi. Place, peut prêter sur hypothèque de $50 à $50,000. 29 mai—1m

A VENDRE.

A VENDRE ou à louer, par notre du propriétaire absent, la maison No 236 rue du Bayou, entre Claiborne et Derbigny, arrêts 3 pieds au-dessus du trottoir, jardin, &c. Conditions à volonté. 19 juin—1f

A VENDRE, chez P. A. Mangin, fabricant, No 73 Ste Anne, barrières en fer, balcons, vérandahs, colonnes, grilles de toutes sortes, pierres de caveaux, volets, treillis à mécanique à 17 juin—1m

DEMANDES.

On demande—Un bon cheval de famille doux et sans défaut. On le prendra en échant tous le prix sera modéré. S'adresser à G. B. No 511 Post office Box. 19 juin—

On demande—Des fermiers avec leurs familles pour occuper, sans dépense, une grande habitation. S'adresser à Barmer, 265 rue St. Mary, S. O. 10juin—1m

Avis de présentation de Bills.

Mairie de la Nouvelle-Orléans,
Hôtel de Ville, 9 juin, 1888.

Conformément à l'article 45 de la Constitution, avis est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la Législature de l'Etat de la Louisiane, pour le rappel de la loi 14 de 1877, et pour la remplacer par une loi qui, sera conforme aux ordonnances actuelles de la Ville et à nos ordonnances actuelles de la Ville, réglementant l'industrie des véhicules-Orléans, réglementant l'industrie des véhicules dangereux.

JOS. A. SHAKESPEARE, Maire.
10 juin—3 fev 30 j

Avis.—Je donne par les présentes avis que j'ai adressé à la Législature de l'Etat de la Louisiane pour obtenir le paiement de mes honoraires comme solliciteur dans l'affaire du Bureau de l'Etat, par le dit général, contre le juge Lacaze, No 9,840, Cour Suprême de la Louisiane.
ARTHUR McGUIRE.
2 juin—3fev1m

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 45 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera présenté à la Législature de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera présenté à la Législature de l'Assemblée Générale de l'Etat, pour la révision de l'acte prohibant la pêche des huîtres, et prévenir l'interdiction de poursuivre la pêche dans les eaux de la Louisiane dans le District de la Louisiane dans le District de la Louisiane dans la Paroisse d'Orléans, pour paiement de ce que le dit Etat lui est redevable.
WM. DURBRIDGE.
29mai—5fev30 j

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 45 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera présenté à la Législature de l'Assemblée Générale de l'Etat, pour la révision de l'acte prohibant la pêche des huîtres, et prévenir l'interdiction de poursuivre la pêche dans les eaux de la Louisiane dans le District de la Louisiane dans la Paroisse d'Orléans, pour paiement de ce que le dit Etat lui est redevable.
28 mai 1888.

Avis est ici donné qu'une application sera faite à la prochaine session actuelle de la Législature pour l'établissement d'un improvements aux voies et chemins publics, pour le drainer, paver, etc., la Nouvelle-Orléans, et créant un Bureau dans ce but; Bureau qui sera revêtu du pouvoir d'imposer sur des propriétés qui pourront y être assujetties, pour l'objet indiqués. La présente application sera soutenue par les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
25juin—2 aoû 2

Succession de Martin Hoey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,360—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'ils en ont pour homologuer le compte final présenté par Mary Hoey, exécutrice testamentaire de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
23juin—2 aoû 2

Succession de Martin Hoey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,360—Division D.—Attendu que Mme Margaret Hoey a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Martin Hoey, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 juin—20 24 29

Succession de Marie Hoey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,361—Division D.—Attendu que Mme Margaret Hoey a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Marie Hoey, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 juin—20 24 29

Succession de Spencer Roup.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,368—Division E.—Attendu que Mme Rose Roup a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Spencer Roup, décédé intestat; Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15 juin—19 20 23

Succession de Pierre Macon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,793—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'il en est pour lesquelles le compte final présenté par Henry Warner, administrateur de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
19 juin—19 23 28

Succession de E. B. Jennings.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,184—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'il en est pour lesquelles le compte final présenté par W. E. Lawton, exécuteur testamentaire de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
14juin—14 19 23

Succession de Sidney J. Gilbert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,367—Division E.—Attendu que George E. Gilbert a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Sidney J. Gilbert, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
14juin—14 19 23

Succession de Sidney J. Gilbert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,367—Division E.—Attendu que George E. Gilbert a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Sidney J. Gilbert, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
14juin—14 19 23

Succession de Aurelia Fleitge, veuve de Jules Victor.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 22,472—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'il en est pour lesquelles le compte final présenté par Henry Gerdes, exécuteur testamentaire de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 juin—20 24 29

Succession de Veuve José Barba Sr.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 24,305—Division C.—Avis est par le présent donné que Mme Rosa Barba, femme de Antonio Pitarro, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Veuve José Barba Sr., décédée intestat, et que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 juin—20 24 29

Succession de Pierre Macon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,793—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'il en est pour lesquelles le compte final présenté par Henry Warner, administrateur de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15 juin—15 20 24

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Deuxième Cour du District de la Nouvelle-Orléans, No 21,277—Division A—Isaac K. Levy & Son fils, leurs créanciers—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires, la présente cause, soit tenue à l'office de Isaac K. Levy, notaire, à la Nouvelle-Orléans, individuellement et comme membre de la dite raison sociale, soit convoquée et tenue par devant William R. Kerr, notaire, à son bureau, No 7 rue Carondelet, en la Nouvelle-Orléans, LUNDI, 23ème jour de Juillet 1888, à 11 heures a.m., dans le but de considérer et décider sur l'application des dits pétitionnaires pour la remise par le dit notaire des dites pétitions judiciaires contre les personnes nommées dans icelles, les biens des dits pétitionnaires et leurs propriétés y mentionnés et les procédures subséquentes, et que Sam. Henderson, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 juin 1888.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
20 juin—3 juil 3

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Deuxième Cour du District de la Nouvelle-Orléans, No 21,277—Division A—Isaac K. Levy & Son fils, leurs créanciers—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires, la présente cause, soit tenue à l'office de Isaac K. Levy, notaire, à la Nouvelle-Orléans, individuellement et comme membre de la dite raison sociale, soit convoquée et tenue par devant William R. Kerr, notaire, à son bureau, No 7 rue Carondelet, en la Nouvelle-Orléans, LUNDI, 23ème jour de Juillet 1888, à 11 heures a.m., dans le but de considérer et décider sur la demande de dite pétitionnaire pour un répit et un jugement de paiement par versements de leurs dettes, et que Sam. Henderson, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 juin 1888.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
20 juin—3 juil 3

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Deuxième Cour du District de la Nouvelle-Orléans, No 24,227—Division C—Charles F. Roehling et son épouse, Charles H. Roehling, leurs créanciers—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires, la présente cause, soit tenue à l'office de Charles H. Roehling, notaire, à la Nouvelle-Orléans, individuellement et comme membre de la dite raison sociale, soit convoquée et tenue par devant F. H. Kohart, notaire, en la Nouvelle-Orléans, No 20 Commercial Place, le mardi, 26ème jour de Juin 1888, à 11 heures a.m., pour prendre en considération et délibérer sur la demande de dite pétitionnaire pour un répit et un jugement de paiement par versements de leurs dettes contre les personnes nommées dans icelles, les biens des dits pétitionnaires et leurs propriétés y mentionnés et les procédures subséquentes, et que Raoul Morel, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Mise Orléans, 20 mai 1888.
F. A. MONROE, Juge.
(Signé)
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27mai—Mai 30 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Deuxième Cour du District de la Nouvelle-Orléans, No 24,227—Division C—Charles F. Roehling et son épouse, Charles H. Roehling, leurs créanciers—Ordre de Cour—Qu'une assemblée des créanciers de la raison commerciale de Alphonse Marx & Co., à Vicksburg, Miss., soit convoquée et tenue par devant W. O. Hart notaire en cette ville, le vendredi, 6 juillet 1888, à 10 heures A. M., pour délibérer sur la question pour la vente privée pour leurs intérêts communs, dans un, deux ou trois ans sans intérêts, que A. Berman, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents, et que toute association, cabale, dans l'intérêt de quelque créancier ou créanciers contre les intérêts communs de tous les créanciers soient suppressifs.

Nouvelle-Orléans, 19 juin 1888.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
20 juin—3 juil 3